Appréciation synthétique de l'atelier
«La politique dans la rue en contexte d'austérité.
Des Indignés à* Occupy*»

Préparé pour le
Dialogue transatlantique Canada-Europe

Par Rachel Sarrasin
Doctorante, Science politique
Université de Montréal
Mars 2013

La récente vague de contestation qui a vu émerger en 2011 le mouvement des Indignés en Espagne, puis différentes mobilisations nationales autour de l'impératif Occupons dans les mois qui ont suivi, pose d'intéressantes questions de recherche aux analystes des mouvements sociaux. Pourquoi ces mobilisations ont-elles surgi à ces moments précis dans leurs contextes respectifs? Qu'ont-elles en commun ou encore, quels éléments les différencient? Quels facteurs ont alimenté leur développement? Ces mobilisations inscrivent-elles des particularités novatrices dans le répertoire des mouvements sociaux? Ce document présente une synthèse de quelques perspectives de réponse autour de ces questions, sur la base des travaux présentés le 21 février 2013 à l'Université de Montréal, dans le cadre de l'atelier international, *La politique dans la rue en contexte d'austérité. Des Indignés à* Occupy.

Un cycle de contestation sur fond d'austérité

La crise économique et financière qui a frappé les pays occidentaux en 2008 forme le cadre structurel global dans lequel s'inscrivent les mobilisations sociales qui ont fait jour en Europe et en Amérique du Nord au cours des dernières années. L'effondrement du secteur financier anglo-américain et de la zone euro ont été les moments déclencheurs du plus récent phénomène de crise endémique de la logique de développement capitaliste. Dans son intervention introductive aux

échanges de la journée du 21 février, George Ross a rappelé que cette crise financière a eu ceci de particulier qu'elle s'est développée dans le sillage de la mondialisation néolibérale qui a conduit au cours des dernières décennies du XXe siècle à la déréglementation des marchés financiers, à la délocalisation des secteurs manufacturiers et à l'augmentation des taux d'endettement des consommateurs, entre autres effets. Parallèlement, le démantèlement des capacités d'action nationales encouragé par le néolibéralisme a également contribué à affaiblir les mécanismes d'intervention étatique face aux injustices engendrées par le libre marché.

Bien que l'intensité de la récente dérive financière ait fluctuée d'un pays à un autre, la récession économique mondiale qui s'en est suivie a ouvert la voix au renforcement des mesures d'austérité dans les différents contextes nationaux éprouvés. L'aggravation des conditions de précarité économique et sociale qui touchent une part importante de la population s'est ainsi constituée comme un terrain fertile à l'éclosion des mouvements contestataires, voire à la radicalisation de certaines tendances idéologiques. À droite, des mouvements de repli nationalistes et xénophobes ont gagné en popularité. À gauche, le constat de la collusion politico-économique sous-jacente à la crise a alimenté le rejet du modèle protectionniste de l'après-guerre comme alternative et favorisé l'expression de mouvements sociaux souhaitant se désaffranchir des formes de mobilisation institutionnalisées.

Dans ce contexte général, les années 2011 et 2012 ont vu éclore dans certains pays occidentaux, à la suite des événements du printemps arabe, une série de mobilisations caractérisées par l'occupation populaire d'espaces publics symboliques. D'une durée de vie publique variée allant de quelques semaines à plusieurs mois, le mouvement des *Indignados* en Espagne, la campagne anti-austérité en Grèce et les différents chapitres d'Occupons aux États-Unis, en Irlande, en Israël, au Québec et en France qui ont été l'objet des discussions lors du colloque s'inscrivent dans ce registre d'action collective. La séquence d'apparition rapprochée – sinon simultanée – de ces différentes mobilisations dans un nombre de lieux variés permet dès lors d'identifier l'émergence d'un cycle de contestation au sein duquel se dégagent certaines caractéristiques d'ensemble. Nonobstant les diverses appellations qui les qualifient, ces mobilisations s'articulent d'abord autour d'une position politique déclinée en deux axes. D'une part, elles ont en commun la dénonciation du phénomène de la concentration des richesses aux mains d'une élite et au détriment de la majorité, comme l'exprime le désormais célèbre slogan «Nous sommes les 99%».

D'autre part, ce refus du système économique dominant s'accompagne d'une critique des institutions de la démocratie représentative en raison de leur complaisance à l'égard des injonctions du marché.

Cette dernière critique concernant le blocage des institutions politiques attire par ailleurs notre attention sur un autre aspect fédérateur de ces mobilisations, soit le mode d'organisation mis en place en leur sein. Les campagnes d'action qui ont convergé dans ce que Leonidas Oikonomakis et Jérôme Roos ont appelé, en écho au cri de rassemblement du mouvement espagnol, le «mouvement pour une vraie démocratie», auraient en effet l'exercice de l'horizontalité comme plus petit dénominateur commun. Dans sa présentation sur la mobilisation Occupons Montréal, Marcos Ancelovici a souligné que l'expérimentation de ces pratiques inspirées de la démocratie directe, axée sur le développement de rapports non-hiérarchiques et la préfiguration d'alternatives, est en effet un élément constitutif central du cadre (*frame*) de contestation ayant relié les différentes mobilisations de ce cycle de contestation et ce, même si cet objectif n'a pas nécessairement été exprimé explicitement par les militants. Pour Héloïse Nez, cette «politique à long terme» construite sur l'autonomie favorise le développement de pratiques concrètes de solidarité sociale dans un esprit d'autogestion, par exemple l'organisation de repas et de soupes populaires, la création de réseaux de troc ou l'occupations d'immeubles vacants pour loger les individus dans le besoin. Tel que l'a rappelé Cristina Flesher Fominaya, ce type de fonctionnement au sein des mouvements s'accompagne, sur le volet externe, de la revendication d'une indépendance face aux partis politiques et aux autres groupes sociaux institutionnalisés, tels les syndicats.

Des mobilisations interdépendantes?

Le constat des similitudes qui relient les mobilisations ayant ponctué ce cycle de contestation mène à questionner l'influence que ces dernières ont pu exercer les unes sur les autres dans leur développement. Les participants au colloque sont en effet nombreux à avoir souligné la dimension transnationale des mobilisations et attiré notre attention sur le phénomène d'interdépendance susceptible de les relier entre elles. À ce sujet, Héloïse Nez a remarqué que l'objectif d'internationalisation est la priorité qui a caractérisé la première phase de développement du mouvement des Indignés en Espagne. Se revendiquant eux-mêmes d'une filiation avec les révolutions du printemps arabe, les Indignés espagnols ont créé dès le départ des

mécanismes visant à promouvoir à l'étranger le modèle du campement permanent comme forme d'action collective. Pour Didier Chabanet, la mobilisation des Indignés en France est d'ailleurs née en premier lieu d'un élan de solidarité avec l'occupation de la Puerta del Sol en Espagne.

Dans cette optique, cherchant à préciser la nature des connections entre ces mobilisations, Eduardo Romanos a pour sa part analysé les modalités de diffusion entre les occupations du Caire en Égypte, de Madrid en Espagne et de Wall Street aux Etats-Unis. Ses recherches ont fait ressortir deux processus qui se distinguent à la fois par le contenu des éléments diffusés, de même qu'en fonction des canaux par lesquels s'est effectuée la diffusion. En ce sens, Romanos remarque que les éléments qui relient les mobilisations du Caire et de Madrid sont essentiellement de nature idéationnelle et ont été transmis par la voie indirecte des médias et des réseaux sociaux, tandis que le contenu des éléments diffusés entre Madrid et Wall Street relève davantage du registre comportemental et a été transmis d'un endroit à l'autre via un canal direct, soit le déplacement des acteurs transnationaux entre ces espaces de mobilisation.

S'intéressant au réseau transnational de résistance activé dans le contexte de la récente crise, Leonidas Oikonomakis et Jérôme Roos ont validé par leurs recherches la présence d'un effet de diffusion qui aurait permis la transmission de différents éléments via des canaux non-relationnels entre les occupations de Madrid, de Athènes et de New York. Cependant, leur étude fait ressortir les insuffisances du concept de diffusion qui, posé en termes de processus de transmission linéaire entre des acteurs, se révèle réducteur du potentiel de réciprocité existant entre les parties impliquées. Leurs recherches illustrent plutôt la complexité des relations existant entre les différentes mobilisations nationales, dans lesquelles les acteurs joueraient simultanément les rôles de transmetteurs et d'adaptateurs des différentes idées et pratiques en circulation. En ce sens, Oikonomakis et Roos proposent plutôt de penser l'interaction entre les mobilisations en termes de « résonnance ». Cette dernière notion ferait référence à l'effet d'activation d'éléments communs dont la présence dans chaque contexte national serait antérieure au cycle de contestation actuel. Il existerait donc une potentialité pour la mobilisation qui préexisterait à l'ouverture d'une fenêtre d'opportunité pour l'action, de même qu'à la circulation des idées et des pratiques entre les mobilisations. Selon cette perspective, les occupations de Madrid, d'Athènes et de New York doivent certes être reconnues comme des événements phares du récent cycle de contestation, mais situées au cœur d'un réseau global alimenté par des effets d'interaction continus.

Les analyses de Jackie Smith et de Cristina Flesher Fominaya se situent également dans cette perspective de co-construction des mobilisations. À l'instar des chercheurs précédents, elles affirment l'importance d'aborder l'étude des mobilisations dans une perspective dynamique, tout en y ajoutant la nécessité d'approches longitudinales qui permettent de relever l'héritage des expériences militantes passées dans le mouvement de contestation actuel. Selon Smith, les dernières mobilisations incarneraient la phase la plus récente d'un cycle de contestation ayant débuté dans les années 1980-1990. En dépit de l'affaiblissement des manifestations publiques du mouvement altermondialiste qui a marqué cette période, les structures de mobilisation créées dans sa foulée lui auraient permis de se maintenir à travers le temps. Smith donne à ce titre l'exemple du Forum social mondial devenu un espace favorisant la rencontre entre générations de militants, où se partagent les idées et se consolident les réseaux. En ce sens, les mouvements antérieurs possèdent donc d'importantes ressources qui peuvent bénéficier aux mobilisations plus récentes, tout comme ces dernières offrent des occasions de mobilisation renouvelées aux premières. Or, son étude a dévoilé l'échec des tentatives de convergence des mouvements du forum social états-unien et de celui *d'Occupy Wall Street* dans la perspective d'un prolongement conjoint. Selon elle, les difficultés de cette rencontre seraient attribuables aux différentes logiques d'action qui imprègnent ces espaces militants, soit la logique d'action collective (*collective action logic*) qui est celle du forum social et la logique de la connectivité (*connective action logic*) qui marque plutôt l'occupation de Wall Street.

La réflexion proposée par Flesher Fominaya se fonde sur le même constat de départ que Smith, à savoir qu'au-delà de leur apparente spontanéité, les mobilisations du récent cycle de contestation s'inscrivent dans la suite des mouvements sociaux qui les ont précédées. Toutefois, au contraire des différences culturelles identifiées par Smith, Flesher Fominaya relève une continuité entre mouvements sur la base d'une identité collective partagée. À ce sujet, le mouvement des Indignés en Espagne serait ancré dans des réseaux sociaux préexistants qui se sont développés en Espagne depuis plusieurs décennies. Il aurait notamment bénéficié du développement des pratiques culturelles des mouvements autonomes ayant émergé dans les années 1990 dans la foulée des mobilisations altermondialistes. Pour Flesher Fominaya, l'exercice de l'autonomie expérimenté dans le cadre de l'occupation des Indignés espagnols doit ainsi être analysé en relation avec le développement historique de cette culture démocratique au sein des collectifs militants. Le

maintien d'une identité collective entre les épisodes de contestation est donc un élément fondamental dans l'explication de l'émergence de mouvements sociaux subséquents.

Ces dernières analyses mettent en lumière le rôle des acteurs dans la constitution d'un mouvement social. La présentation de Marcos Ancelovici met également cette variable en relief en expliquant le développement des pratiques inspirées de la démocratie directe au sein d'Occupons Montréal par le biais de capacités endogènes au mouvement. Selon lui, les pratiques horizontales caractéristiques de cette campagne seraient le résultat d'un processus d'essais et d'erreurs au sein du regroupement. Plus qu'un choix délibéré de la part des participants parmi l'ensemble du répertoire organisationnel des mouvements sociaux, cette expérimentation pratique résulterait d'un processus d'apprentissage généré par la mobilisation elle-même. L'acte d'occupation aurait ainsi favorisé la constitution d'espaces de socialisation continus pour les militants.

Un mouvement aux échelles multiples

Le rapport au territoire apparaît par ailleurs comme un enjeu déterminant du développement des récents mouvements contestataires. La trame mondiale de l'austérité dans laquelle les mobilisations du récent cycle de contestation puisent leur impulsion initiale se trouve notamment conjuguée aux conditions particulières de leurs contextes nationaux respectifs. À ce sujet, les recherches de Didier Chabanet sur le mouvement des Indignés en France et celles de Clément Desbos et Frédéric Royall sur les occupations en Irlande convergent dans l'analyse des conjonctures nationales et de leur rôle dans le faible développement des mobilisations sur ces territoires. Pour ces chercheurs, l'incapacité à rallier les populations les plus marginalisées à leur cause et le manque d'implantation des mobilisations dans leurs sociétés respectives sont les principales mesures de l'échec de ces occupations.

Parmi les multiples variables explicatives de cette situation en France, Chabanet a d'abord noté l'effet atténuant du calendrier politique sur la stratégie de contestation par la rue en raison d'une certaine récupération du mécontentement social dans les débats de la campagne présidentielle en cours au même moment. Outre cet impact politique, il a rappelé que la crise économique de moindre envergure en France, combinée aux logiques d'accès au marché du travail spécifiques au pays, permettent encore de préserver de la précarité une part importante de la jeunesse française.

Enfin, les difficultés de développement du mouvement en France seraient également le reflet de la désintégration du statut social et de l'atomisation des modes d'action collective privilégiés par des groupes de jeunes aux profils sociologiques distincts. Selon Chabanet, la fragmentation des territoires de mobilisation entre émeutes des banlieues et occupations urbaines soulignerait l'incapacité des Indignés à interpeler les secteurs déshérités de la société française. Ajoutés aux défis internes à la mobilisation, notamment l'inexpérience des militants, tous ces facteurs ont contribué à l'isolement du mouvement à la fois dans le répertoire des mouvements sociaux et dans l'espace public – comme en témoigne sa faible présence médiatique en France –, facilitant en retour la répression de la mobilisation.

Dans un ordre d'idées similaires, malgré une situation de crise nationale à première vue plus propice à la mobilisation qu'en France, Desbos et Royall ont noté le peu de succès remporté par le mouvement Occupons en Irlande, notamment dans ses incarnations de Galway et de Dublin. Bien que les occupations étudiées aient réussi à se maintenir dans le temps – jusqu'à 7 mois dans le cas de Galway –, la participation populaire anémique qu'elles ont générée témoigne pour ces chercheurs du peu d'impact des occupations. À l'instar de Chabanet qui trouve dans le contexte social et politique français, de même que dans le profil des militants, bon nombre de variables explicatives de la faible mobilisation en France, Desbos et Royall ont identifié les caractéristiques internes à la mobilisation et le contexte culturel irlandais comme principales causes du manque d'enracinement du mouvement en Irlande. En ce sens, les Indignés irlandais n'auraient pas réussi à transposer les motifs de la mobilisation en des termes cohérents avec la culture nationale. Peu réceptive au clivage gauche-droite sur lequel se construit le discours des occupants, la culture irlandaise est plutôt traversée par le débat sur la question de la réconciliation nationale qui n'aurait pas trouvé écho dans la mobilisation. La radicalité du mode de fonctionnement des campements, soit la structure non-hiérarchique du mouvement et le refus des alliances avec les acteurs politiques institutionnalisés, aurait induit une professionnalisation du militantisme au sein de l'occupation qui aurait conduit le mouvement à fonctionner en vase clos.

L'appui de masse sur le territoire national qui a accompagné certaines des récentes mobilisations est précisément l'objet d'étude qui intéresse Ignacia Perugoria, Michael Shalev et Benjamin Tejerina Montaña. Ce faisant, les chercheurs nous appellent à déplacer notre regard à partir du cœur des mobilisations vers l'appui qui s'exprime plutôt en périphérie, sous la forme d'un

support passif ou actif de la part du public aux formes d'actions non-institutionnelles. Leur recherche s'appuie sur l'observation des mouvements vastes et consensuels qui se sont exprimés en solidarité avec l'occupation des Indignés en Espagne et en Israël, alors que la conjoncture économique mondiale avait des répercussions moindre dans le dernier cas que dans le premier. Ces manifestations que les auteurs qualifient d'inclusives (*encompassing protests*) ont la particularité de dépasser les clivages socio-politiques et idéologiques qui sont institutionnalisés dans la politique nationale de ces pays. En dépit de différences structurelles importantes, le contexte espagnol comme le contexte israélien sont traversés par de profondes divisions sur la base des appartenances ethniques et idéologiques. Or, sans que ces enjeux aient nécessairement été adressés directement par la mobilisation, le mouvement des Indignés en Espagne et en Israël a connu un déploiement impressionnant à la fois sous l'angle de son étendue territorial et de sa popularité. Partant de ce constat, les chercheurs soutiennent que l'étude des clivages socio-politiques institutionnalisés qui divisent une société donnée est une variable susceptible de prédire la participation des individus aux activités contestataires, ainsi que la nature active ou passive des appuis exprimés.

Suivant une démarche similaire, les travaux de Maria Kousis sont également construits sur la proposition d'une nouvelle unité d'analyse, qui cherche à rendre compte de l'inscription sociale des mobilisations, soit les événements de protestation d'envergure (*large protest events*). Les événements ainsi qualifiés sont ceux qui ont regroupés entre 5 000 et 50 000 participants en Grèce entre janvier 2010 et janvier 2013. Les 32 événements d'envergure répertoriés par Kousis sont au cœur de la campagne anti-austérité qui s'est déployée dans le pays et qui a réuni sous forme de vastes coalitions des acteurs à la fois issus des milieux politiques conventionnels (syndicats, partis politiques, étudiants, etc.) et des milieux plus contestataires (groupes pour la justice sociale, groupes anarchistes, Indignés, etc.). L'intérêt de cette campagne pour Kousis a résidé dans l'étude de ses dimensions spatiales qui a révélé le déploiement de la mobilisation dans une variété d'échelles, à la fois sur la scène transnationale, nationale et régionale. Tout en étant tributaires du contexte économique mondial, les manifestations en Grèce illustrent en ce sens l'importance de l'espace national et régional pour l'expression de la contestation. Malgré leur caractère essentiellement urbain, les événements d'envergure étudiés ont chaque fois été accompagnés de manifestations parallèles qui ont eu lieu ailleurs dans le pays. L'effet structurant du cadre national est également repérable dans la stratégie de parlementarisation qui a animé la

campagne anti-austérité et qui consiste à faire des institutions gouvernementales la première cible des revendications. Enfin, l'enjeu du territoire s'est également dévoilé dans l'occupation de la *Piazza de la Constitution* à Athènes, où des zones distinctes de la place publique ont été investies par des groupes différents de protestataires, l'un plus pragmatiques aux revendications patriotiques et populistes (*upper piazza)* et l'autre plus progressiste, valorisant l'exercice de la démocratie directe (*lower piazza*).

La multiplicité des échelles de mobilisation est aussi repérée par Héloïse Nez dans son analyse de la mobilisation des Indignés à Madrid. Nez a constaté une tension au sein du mouvement entre la dimension globale (*Toma la plazza*) et la dimension locale (*Toma los barrios*) de l'action qui se sont présentées comme deux processus successifs de développement de l'occupation. Au fil des mois s'est ainsi opéré un déplacement de l'action des Indignés à partir de revendications globales et nationales, vers des modes d'action concrets et locaux. En ce sens, les revendications initiales du mouvement se sont inscrites à la fois dans le cadre international de la crise économique, dont les effets sont particulièrement aigus en Espagne, mais aussi dans le contexte national spécifique au pays. Néanmoins, l'épuisement éventuel de cet ancrage au niveau national n'a pas constitué un frein au développement du mouvement, comme l'ont répertorié les chercheurs qui sont intervenus dans le cadre du colloque sur les cas de la France et de l'Irlande. La mobilisation à Madrid a dès lors connu un mouvement de décentralisation qui lui a permis de s'enraciner dans les quartiers, un phénomène analogue à celui répertorié par Flesher Fominaya à la suite du cycle de mobilisations altermondialistes. Cette réorientation vers le local serait d'après Nez la stratégie qui a permis le maintien du dynamisme de la mobilisation au-delà l'étape du campement, en ouvrant la possibilité de mise en œuvre de solutions concrètes à des problèmes réels, notamment autour de luttes liées aux enjeux de la migration des personnes. Toutefois, la stratégie locale a éventuellement dévoilée ses limites, puisque la mobilisation tend aujourd'hui à nouveau vers l'échelle globale. Le fonctionnement des assemblées de quartiers dont l'organisation tend à exclure les individus inexpérimentés face à l'action collective serait d'après Nez l'un des facteurs ayant contribué à cet essoufflement, ainsi que l'ont noté Desbos et Royall en Irlande.

Conclusion : l'apport des mobilisations et de leur étude

Tel que développé par les tenants de l'approche du processus politiques pour analyser les mouvements sociaux, le concept de cycle de contestation suppose un apaisement éventuel des

mobilisations et la fin du cycle, mais également la constitution d'un legs pouvant éventuellement alimenter une vague de nouveaux événements contestataires.[1] À la lumière des présentations effectuées lors du colloque, quel est l'héritage des récentes mobilisations susceptible de contribuer au renouvellement des mouvements sociaux et de leur étude?

La première évidence à s'imposer repose sur le constat que le dernier cycle de contestation a favorisé une forme de revitalisation politique dans un contexte de crise des institutions démocratiques. Ce phénomène est appuyé par des indicateurs tels la multiplication des événements contestataires sur la scène internationale ou encore, l'appui populaire exprimé en marge de certaines des mobilisations nationales. Surtout, la politique des Indignés a eu ceci de particulier qu'elle a su regrouper dans une majorité de cas des individus aux parcours hétérogènes dans un espace de vie commun, le temps de l'occupation d'un espace public. Au-delà l'interpellation initiale autour du discours politique mis de l'avant par ces mobilisations – la dénonciation de l'austérité économique et de la fermeture des mécanismes de la démocratie représentative – l'exercice des pratiques horizontales valorisant l'autonomie et la démocratie directe ressort comme une contribution déterminante des dernières mobilisations. Ce type de fonctionnement construit sur des rapports directs entre individus est cohérent avec la dynamique qui s'est jouée dans certains cas entre échelles de la mobilisation, puisque la constitution d'espaces de proximité où peut s'exercer la délibération et se construire des alternatives concrètes apparaît comme une condition minimale du développement de ces pratiques horizontales. Néanmoins, ce mode de fonctionnement a aussi été mis à l'épreuve par les récentes mobilisations. En dépit du principe d'ouverture qui est en son cœur, le recours aux pratiques horizontales a pu induire dans certains cas un effet de professionnalisation du militantisme et conséquemment, un processus de repli du mouvement sur lui-même.

D'autre part, les démarches d'analyse des mobilisations sur lesquelles reposent les différentes recherches présentées au colloque apportent elles-mêmes d'intéressantes contributions. À ce sujet, l'étude en temps réel de ces dynamiques d'action collective a fait de l'approche ethnographique la méthode d'analyse privilégiée par un grand nombre de participants au

[1] Sidney Tarrow, *Power in movement: social movements and contentious politics* (Cambridge [England]; New York: Cambridge University Press, 1998), 2nd Edition.

colloque. Par le biais de l'observation participante et la conduite d'entrevues avec les militants sur place, cette dernière approche a permis aux chercheurs qui y ont eu recours de saisir avec nuances la vision des acteurs impliqués. L'engagement soutenu de certains participants au colloque dans l'utilisation de cette méthode d'analyse des mouvements sociaux, comme chez Flesher Fominaya et Smith, a également permis de relever les processus de continuité qui lient les mobilisations actuelles aux contestations antérieures. Dans d'autres cas comme celui de Ancelovici, l'enquête de terrain a permis de prendre la mesure des apprentissages nouveaux générés par le processus de mobilisation. L'utilisation de cette méthode ethnographique a enfin facilité l'identification de développements qui autrement passent sous le radar de la couverture médiatique, par exemple le phénomène de redéploiement des mobilisations dans différents espaces chez Nez ou encore, l'étude des interactions entre mobilisations chez Romanos ou encore Oikonomakis et Roos. Par ailleurs le recours aux médias comme approche méthodologique dans la tradition du *protest event analysis* a aussi eu son utilité pour l'étude des événements de grande envergure par Kousis, notamment en permettant d'augmenter le nombre de cas à l'étude. Pour mesurer la répartition des appuis populaires aux mobilisations et distinguer les variables indépendantes impliquées, Perugorria, Shalev et Tejerina Montaña ont privilégié l'analyse statistique multi-variée.

Alors qu'une majorité de chercheurs ont préféré l'étude de cas pour approfondir l'analyse de mobilisations spécifiques, quelques-uns ont par ailleurs choisi de mettre différentes situations en relation en adoptant une approche comparative, de manière à produire un *big picture approach* comme l'ont revendiqué Oikonomakis et Roos. L'usage de la comparaison par Romanos a ainsi visé à dégager des propositions théoriques générales concernant la relation entre canaux et contenu de la diffusion. Pour Perugorria et ses collègues, l'utilisation de la méthode comparative sur la base d'une sélection de cas à partir du principe de la similarité de la variable dépendante a conduit à la création d'une nouvelle catégorie de comparaison, soit les manifestations inclusives. Enfin, en permettant la mise en dialogue de recherches réalisées dans des contextes différents, le colloque lui-même a encouragé le développement de ce regard comparatif entre mobilisations. Ce faisant, il a contribué à la construction de l'objet d'étude que représente le récent cycle de contestation et dévoilé des enseignements féconds pour l'analyse des mouvements sociaux.

ANNEXE A

Programme du colloque du 21 février 2013
Université de Montréal

– Program –

Thursday, February 21, 2013
Conference @ C-3061, Carrefour des arts et des sciences

8:30 am – 8:45 am — Registration @ C-2081, Carrefour des arts et des sciences

8:45 am – 9:00 am — **Opening remarks** by Pascale Dufour, Université de Montréal

9:00 am – 10:00 am — **Contexts of Austerity: The Cases of Europe, the United States and Canada.**

George Ross, European Union Center of Excellence, Université de Montréal - McGill University; Cluster Member, Immigration and Social Policy, Canada-Europe Transatlantic Dialogue

10:20 am – 12:20 pm — **Making Claims, Claiming Space. The Movements and Their Actions.**

The Spatial Dimension of the Greek Anti-Austerity Campaign, 2010-2012
Maria Kousis, University of Crete

From Globalization to Localization of Collective Action? The Relation to the Territory of the Indignados *in Madrid*
Héloïse Nez, Université de Tours

Occupy Montreal and the Politics of Horizontalism
Marcos Ancelovici, McGill University

The Indignados *as Autonomous Movement: Tracing Movement Continuity from the GJM*
Cristina Flesher Fominaya, University of Aberdeen

1:20 pm – 3:00 pm — **Transnational Diffusion – Explanatory Factor or Sideshow?**

From Tahrir to Puerta del Sol to Wall Street: A Comparison of Two Diffusion Processes within the New Transnational Wave of Protest
Eduardo Romanos, Universidad Complutense de Madrid

"Que No Nos Representan*!" The Transnational Diffusion of Autonomous Self-Organization from the* Indignados *to Occupy*
Leonidas Oikonomakis & Jerome E. Roos, European

University Institute

The US Social Forum Process Meets Occupy Wall Street: Is Another World Possible?
Jackie Smith, University of Pittsburgh

3:20 pm – 5:00 pm

Taking Root or Dying on the Vine? The Socio-political Conditions for Mobilisation.

The Occupy Movement in France: Why Protests Have Not Taken Off
Didier Chabanet, Triangle - Ecole Normale Supérieure de Lyon

The Occupy Movement in Ireland: A Difficult Beginning
Frédéric Royall & Clément Desbos, Centre for European Studies, University of Limerick

Solidarity against Disunity: Shared Economic Grievances and Divided Political Loyalties in Two Encompassing Protests
Ignacia Perugorria, Rutgers University and University of the Basque Country, Michael Shalev, The Hebrew University of Jerusalem and University of the Basque Country & Benjamin Tejerina Montaña, University of the Basque Country

5:00 pm – 5:30 pm

Exhibition@ C-3061, Carrefour des arts et des sciences

L'affiche de revendication. Moteur de changement social au Québec
with François-Guy Touchette

5:30 pm – 6:30 pm

Film @ C-3061, Carrefour des arts et des sciences

De la casserole à la prise de parole, by Jean-François Laé et Robert Bastien (22 minutes, 2012)
with Robert Bastien, co-director